

VAAM, journée villes américaines et mondialisations, 5 février 2011- Portrait de villes américaines à l'âge global

C. Ghorra-Gobin introduit la séance du séminaire en insistant sur la globalisation, qui implique la pertinence, voire la nécessité, de l'échelle mondiale pour penser les objets et les faits géographiques.

Elle rappelle la définition de la globalisation en insistant sur les flux globaux. Distinction entre économie mondiale (somme des économies nationales) et économie globale (flux globalisés transnationaux, c'est-à-dire flux transnationaux liés aux échanges économiques mondiaux.). La globalisation fait référence à l'espace des flux multidimensionnels. Le vecteur central de la structuration de cet espace de flux correspond à une nouvelle phase du capitalisme. Les flux globaux renvoient à la notion de transnational.

La dernière phase du capitalisme, l'âge global, fait que les échelles nationales ne sont plus vraiment pertinentes. L'économie globale s'émancipe du cadre national. L'avantage comparatif se situe de moins en moins à l'échelle du cadre national et de plus en plus au niveau des villes ou des métropoles. Il faut donc penser le monde aux échelles locales, et les villes sont des espaces privilégiés pour cela.

Marie Fleur Albecker : New York, la restructuration des espaces péricentraux

Travail de thèse en cours, dans le cadre de la théorie des villes globales, principalement sur Paris, qui comprend un volet comparatif avec New York. L'objet de la thèse est de comprendre les conséquences économiques et sociales dans l'espace urbain de l'émergence de ces villes globales. On s'est jusque-là beaucoup intéressé au centre et à sa réorganisation.

Or, on constate qu'à Paris, la reconcentration des fonctions stratégiques dans le centre commence à déborder en direction de la banlieue (29 communes). Est-ce le cas à New-York ?

Premier problème : l'échelle. New York est beaucoup plus grande que Paris. En revanche On peut prendre Manhattan, à peu près même taille et même population.

Problème des banlieues NY : la ville a annexé sa banlieue bien avant paris (fin 19^e) en incorporant des comtés entiers, avec les espaces ruraux compris. Autre problème, NY est à cheval sur deux États.

Troisième problème, le vocabulaire.

Suburb en anglais renvoie à notre périurbain : la banlieue de la maison individuelle, des *edge-cities*. Or, Marie-Fleur Albecker s'intéresse aux espaces péricentraux, c'est-à-dire des banlieues industrielles, marquées par la désindustrialisation et le déclin urbain. Pour elle, c'est bien la définition d'une banlieue. Mais pour un Américain, ce n'est pas une *suburb*. Le terme péricentral permet de dépasser ce problème de traduction.

Qu'il s'agisse de Paris ou NY, ces banlieues, ces espaces péricentraux ont retrouvé un certain dynamisme. Comment s'inscrivent-ils dans les nouveaux espaces globaux de la métropole ?

L'exemple de New York

La banlieue de Manhattan est née au même moment que la banlieue parisienne. La suburbanisation commence en 1850 : c'est une trajectoire assez atypique pour une ville américaine. Dès les années 1860-1870 est identifiée une échelle qui n'est plus celle de l'île de Manhattan. La croissance de la première couronne dépasse même celle de Manhattan. 1840-1860 : population de Manhattan x 2,5 mais celle des dix comtés triple. Pas des villes dortoirs, mais des villes autonomes : Brooklyn continue de s'appeler ville et de se revendiquer comme telle. À Brooklyn il y a une grille spécifique au niveau des rues, ce qui n'est pas le cas dans le Bronx.

Ces banlieues accueillent beaucoup d'immigrés. Développement assez spectaculaire avec à côté de la banlieue industrielle, le développement d'une banlieue très riche, très luxueuse : Brooklyn Heights. Dès cette époque, Manhattan est très bien reliée à sa banlieue grâce aux ferries. Développement ici de villes du chemin de fer : les transports appartiennent à des compagnies de promoteurs qui lotissent des logements ouvriers à côté des gares. Peu à peu, construction de ports. L'aire métropolitaine se construit. Le problème, c'est que la ville est à cheval sur le New Jersey et l'État de NY. Or, impossible (par la loi), d'avoir un système de gouvernance sur les deux États. Aucune collaboration au niveau de l'aménagement. De plus, la centralité de Manhattan reste forte : on dit encore aujourd'hui qu' « on va en ville ».

Arrive la phase de désindustrialisation, violente, forte, voulue par les pouvoirs locaux. Déplacement du port de NY avec la conteneurisation.

- Perte des fonctions portuaires ; friches liées à leur disparition, mais aussi disparition des chemins de fer (avec les tunnels), grandes usines ferment (usine Colgate, premier employeur de la ville, qui ferme en 1985 à Brooklyn).
- Crise économique mais aussi démographique à partir de 1950 avec le départ des classes moyennes vers les périphéries ou avec un retour au centre ville. Typique du « *White flight* ».
- Appauvrissement de la population : le niveau de salaire est aujourd'hui bien inférieur à ce qu'il y avait avant dans l'industrie.
- Arrivée en masse de latinos, de portoricains : Harlem (Bronx), Jamaica, green point (Brooklyn).

NY est la ville où il y a le plus de logement social et ils sont situés dans les espaces péri-centraux. 7500/an dans les années 1970, qui restent des poches de pauvreté. Construction d'autoroutes : on détruit des quartiers ouvriers. Le Bronx par exemple est coupé en deux par l'autoroute avec au sud, le délabrement urbain et la constitution du ghetto. Il devient plus rentable de détruire les immeubles pour toucher l'assurance que les reconstruire. Dans les années 1970, les propriétaires mettent même le feu aux immeubles pour toucher l'assurance et ne reconstruisaient pas.

Arrive là-dessus la globalisation. Les effets sur les espaces péri-centraux s'y font sentir dès les années 1980. Il faut ici rappeler que NY est d'abord une ville industrielle : la globalisation a tout changé.

Effets spatiaux :

- déclin du CBD par rapport aux *edge-cities*, qui existent effectivement, au-delà des *outer borough* étudiés, déclin renforcé suite au 11 septembre 2001. La

- renaissance économique du centre a été tellement forte que les espaces péricentraux ont bénéficié du retour d'investissement sur le CBD.
- Le cœur sort renforcé de la globalisation. Il existe un débordement sur les espaces limitrophes, aisément accessibles depuis le CBD, les taxes sont moins élevées dans le New Jersey, le foncier est plus bas.
 - partenariat public/privé permet d'attirer l'investissement privé. Installation des activités de back office des entreprises ou d'administrations. Destruction de logements pour construire des bureaux.

Exemple de Jersey city : la ville a sa propre *skyline*, d'où d'ailleurs on a une superbe vue sur Manhattan, ce qui joue aussi sur l'attractivité. Augmentation constante des emplois depuis 1990, surtout depuis 2001. La ville bénéficie de taxes moins élevées puisqu'elle n'appartient pas à l'État de NY. Services financiers constituent désormais le premier secteur financier (alors qu'avant c'était Colgate) contre 8% des emplois dans le New Jersey. Tour de Goldman Sachs remplace l'usine Colgate (qui était pourtant le plus gros employeur de la ville au début du XXe). Il y a ainsi une concurrence féroce avec l'État de NY, conséquence de la globalisation.

Bilan : Conséquences économiques, mais aussi sociales : la globalisation augmente les inégalités sociales et spatiales.

- Structure sociale en sablier, avec effets de dualisation sociale : le haut de la pyramide (cadres) et les emplois de service non qualifiés (femmes de ménage).
- Forte ségrégation raciale. Les espaces péricentraux restent quand même des espaces de relégation avec *gentrification* de la zone centrale, qui commence dans les années 1960 et qui déborde vers les quartiers péricentraux à partir des années 1980.
- Gentrification : Développement des lofts sur le *waterfront*, qui cumule en prime la vue sur Manhattan. Faible ralentissement avec la crise immobilière dans les années 1990, mais ça reprend de plus belle. Les quartiers les plus branchés sont aujourd'hui Brooklyn, Long Island, Parc Slope, sur les fronts d'eau uniquement.
- Mise en scène urbaine avec implantation de *mall*, parcs, promenades, théâtres, etc. L'évolution des espaces reste très différenciée. Dans le cas de Brooklyn Heights, on parle même de super *gentrification*.
- Cette *gentrification* est accompagnée par les politiques publiques d'inspiration libérale avec notamment des politiques de zonage. Mais ce n'est pas le cas partout : le sud de Brooklyn n'est pas du tout dans cette dynamique au contraire.

Permet de définir une typologie de ces espaces péricentraux (cf. ppt).

Conclusion : les espaces péricentraux après une période de déclin retrouvent un nouveau dynamisme. Tous ces espaces ne sont plus concernés par le déclin démographique. Les politiques publiques, parfois très volontaristes, jouent un rôle très important. Reste le problème de la fragmentation institutionnelle (Jersey city qui essaie aujourd'hui de prendre des emplois à *lower Manhattan*). Augmentation forte des inégalités sociales : certains quartiers s'enfoncent, les inégalités raciales augmentent.

Guillaume Poiret : La fusion de Toronto : mieux gérer une métropole au mépris de la Démocratie locale ?

Problème : comment gérer la métropole ? Il y a bien eu une fusion métropolitaine, mais qui n'a pas résolu tous les problèmes. Or, aujourd'hui, on se pose toujours la question métropolitaine.

Toronto est la capitale économique du Canada, la capitale politique de la province de l'Ontario, mais c'est Ottawa la capitale fédérale, qui est aussi située dans l'Ontario.

5 millions d'habitants, avec une ville-centre de 2,5 millions et une croissance intercensitaire de 10%. Toronto gagne 100 000 habitants par an, notamment grâce à l'apport migratoire : 40% des migrants à destination du Canada s'installent à Toronto. Dans le centre, 50% des personnes ne sont pas nées au Canada.

Toutes les *skylines* sont différentes et c'est le l'image de marque de la ville, qui fait que tout le monde la reconnaît. C'est un élément identitaire fort. Toronto pendant 20 ans a eu la plus grande tour du monde. La skyline permet aussi de connaître la spécialisation de la ville : ici c'est la fonction bancaire. Toronto est l'une des trois plus grandes villes d'Amérique du Nord dans les activités bancaires. Il y a aussi des assurances.

On observe donc une concentration par quartiers des activités métropolitaines. Le *downtown* de Toronto, 400 000 emplois, concentre banque/assurance, plus des activités immobilières.

Gouvernance compliquée :

GTA (*Greater Toronto*) : coquille vide de 7000 m² + 4 groupements intercommunaux qui ont des compétences très différentes (police, parfois urbanisme et aménagement, gestion des eaux usées et de l'approvisionnement en eau) + les municipalités

La ville-centre fait 600 km² et comprend la moitié de la population.

La fusion métropolitaine

Avant 1997 existait *Metro Toronto*, structure intercommunale composée de 6 municipalités : la ville centre et cinq banlieues.

Toronto a grandi jusque dans les années 1920 en annexant au fur et à mesure les quartiers. On a alors créé des villes qui sont devenues des banlieues. Dans les années 1950, on s'est rendu compte qu'il fallait créer des coopérations intercommunales : on crée alors une structure métropolitaine, *métro Toronto*, les conseils municipaux ayant des membres qui participaient au conseil intercommunal de *Metro Toronto*. Pourquoi cela a-t-il changé ?

Dans les années 1980, certains ont souligné le déficit démocratique de la structure métropolitaine. On a décidé d'élire directement les représentants. Les gens se sont alors demandé pourquoi il y avait deux élections. Cela a aussi poussé à se demander qui devait gérer quoi.

Au moment, la majorité politique change. Au niveau provincial, les Conservateurs sont élus sur un programme d'économie budgétaire. Pour trouver les 6 milliards d'économie, ils lancent des plans de coupes, mais les communes s'y opposent. À cette époque, les provinces et les communes cogéraient certains dossiers : les communes s'opposent donc à la réduction des budgets. Les provinces proposent alors une vaste réorganisation des services publics avec des programmes uniquement gérés et financés par les communes et des programmes uniquement gérés et financés par les provinces.

Problème : les communes se retrouvent avec la politique sociale. Or, dans le centre ville de Toronto, il y a beaucoup de très pauvres et beaucoup de très riches, mais très peu de classes moyennes. La ville centre voit ses dépenses sociales augmenter très fortement. Il faut alors réfléchir à la manière de ne pas affaiblir le centre-ville.

Les conservateurs proposent alors la fusion :

- On étend le périmètre, on fait des économies d'échelles et on compense les coûts de fonctionnements du centre-ville.
- De plus, l'argument porte sur l'attractivité pour les investisseurs : on peut mieux répartir l'investissement sur un territoire plus vaste et eux n'ont qu'un interlocuteur.
- Dernier argument, on pense réduire la concurrence fiscale entre la ville centre et sa banlieue.

Cette mesure a fait l'objet de beaucoup de critiques. Forte contestation du projet par l'ancien maire de la ville, John Sewell qui critique d'une part la pertinence économique (on n'économisera pas d'argent), d'autre part le déficit démocratique. Avec 44 conseillers prévus pour 2,5 millions d'habitants (1 conseiller pour 56 000), la représentation serait très faible. Or, la représentation locale au Canada est extrêmement importante. Il existe une très forte démocratie locale au sein de Toronto. La vision des conservateurs était vue comme purement comptable et économique. Elle perd de vue l'intérêt des habitants.

Les communes se sont aussi opposées au projet, mais au Canada, malgré leur pouvoir, les communes n'ont pas d'existence juridique. Leur existence n'est pas inscrite dans la constitution : la Province peut les supprimer si elle le veut.

Bilan de la fusion de 1997 :

- ville très endettée : au départ, la Province a autorisé des emprunts à taux zéro. Comme les conservateurs n'ont pas été réélus en 2003, la Province ne fait plus d'effort
- le poids de la dette augmente : 1 milliard de dette en 4 ans, 1 million de dollars par jour.
- le budget explose : + 200 millions/an depuis 1997
- il a fallu embaucher 3500 nouveaux employés. Il a fallu harmoniser les salaires notamment, par le haut. Les coûts d'adaptation des structures étaient plus élevés. Il a fallu construire une nouvelle mairie.

Le mode de gestion a été revu. Les élites économiques se sont mobilisées pour demander un nouveau pacte pour la ville. La Chambre de commerce a elle-même demandé à être taxée pour avoir par exemple des meilleurs réseaux de transports et fait 117 propositions de taxes en ce sens. Il faut revoir le mode de gestion de la ville avec un

plus grand investissement de la Province et de l'État fédéral afin de bien gérer les réseaux. Les villes vont se regrouper pour mieux peser au niveau fédéral et des provinces.

La gestion est toujours très compliquée. Un conseil municipal dure 3 semaines avec 1500 entrées. Les 44 conseillers municipaux doivent gérer les sens interdits [de la voirie](#) [comme](#) l'attractivité de la ville à l'échelle globale.

La discordance des périmètres

Le problème de Toronto est que la ville-centre n'est pas l'unique territoire. Il y a aussi une aire métropolitaine, le GTA.

Le GTA est pourtant une coquille vide. En réalité selon les définitions politiques, statistiques, etc., on n'a pas la même définition.

Une aire métropolitaine au Canada est une aire urbaine dont le seuil minimum est de 100 000 habitants et 400 ha/km² + 50% de la population doit se rendre dans la ville centre ou inversement 25% de la population travaillant dans la municipalité vient du centre.

Au Canada, on ne peut pas fusionner les aires métropolitaines du point de vue statistique. Or, actuellement, si l'on se place du point de vue de la morphologie, Oshawa et Toronto sont en train de fusionner. Pourtant, il est statistiquement impossible d'envisager ici une seule aire métropolitaine. Et les acteurs s'abritent derrière cette impossibilité statistique pour refuser la création d'un périmètre métropolitain pertinent.

Le problème statistique est donc aussi et avant tout politique. Cela empêche en particulier toutes les coopérations métropolitaines. De nombreuses municipalités ne reconnaissent pas l'autorité du GTA parce qu'elles relèvent d'autres aires métropolitaines statistiques. Certaines municipalités n'appartiennent pas au CMA et mais au GTA sans reconnaître son autorité. Le GTA est trop grand par rapport à l'aire métropolitaine : le périmètre inclut par exemple des communes rurales qui n'ont le besoin ni les compétences pour coopérer ou encore des villes qui ont une identité à elles ne veulent pas coopérer car elles ne sont pas dans le CMA.

Sarah Mekdjian, Clôturer et laisser-faire, dispositifs de pouvoir et multiculturalisme à Los Angeles (LA)

LA est l'icône de la ville multiculturelle, mosaïque que représente la photographie de présentation. Cette métaphore de la mosaïque doit être questionnée. Elle est illustrée par la photo présentée en introduction du ppt. Selon Sarah Mekdjian, la photo montre aussi des circonvolutions qui renvoient aux autoroutes qui mettent en lien les morceaux de la mosaïque. Elles sont parfois des frontières, parfois des traits d'union.

Il existe beaucoup d'autres métaphores pour parler de LA : archipel, échiquier. Mais celle de la mosaïque est particulièrement forte.

Les fragments de la mosaïque sont-ils eux-mêmes unis ou au contraire éclatés ? La diversité pose problème. Bien sûr en 2000, plus de 40% de LA était née à l'étranger.

Mais la diversité n'est pas un fait, c'est un processus, il est produit, mis en scène. C'est un discours et donc une production. Ici entre en jeu un dispositif de pouvoir, au sens foucauldien. Le pouvoir n'est pas détenu mais exercé, ici à travers des pratiques spatiales.

Le multiculturalisme dont se targue LA n'est pas non plus un fait. C'est une idéologie qui stipule en tant que norme culturelle l'idée que la différence est une valeur en soi, préférable.

C'est aussi une philosophie politique vers laquelle des politiques essaient de tendre. Mais ces politiques sont très diverses. En France, on oppose cela au communautarisme. En réalité, tout cela est très ambigu, comme nous allons le voir pour *Little Armenia* (LIA.).

Le multiculturalisme est enfin une idéologie libérale qui fait de la différence une opportunité pour donner aux individus et non aux groupes une plus grande liberté.

Le propos qui suit va donc proposer la réflexion suivante. Comment célébrer et produire la diversité en ville ? La première **manière**, c'est de clôturer l'espace, paradoxalement ; la seconde, c'est le laisser-faire, qui est dans notre cas d'étude empli d'ambiguïté car en réalité, il cache beaucoup d'interventionnisme. Cet interventionnisme pose la question du rôle de l'État et de la municipalité, version décentralisée de ce dernier.

Par ailleurs, quelles sont les conséquences de ce laisser-faire ? Liberté et égalité des individus ou espace collectif de contrôle ?

Au final, l'enjeu est la construction d'une ville juste, égalitaire, où la différence est un atout et non un facteur de conflit.

Little Armenia : tout petit fragment de la mosaïque. LA, première ville dans le monde à accueillir des Arméniens. LIA. a été créé en 2000.

Plan :

1. Création de LIA : pour célébrer la diversité, on découpe des territoires
2. Rôle de l'État et de la municipalité dans ce processus

3. Ce qui échappe au modèle multiculturaliste libéral

Découper l'espace pour créer de la diversité

Un des paradoxes du multiculturalisme à LA, c'est que la ville crée des fragments et des espaces plus ou moins clos : on a en réalité affaire à un « monoculturalisme pluriel ». On crée des ensembles monoculturels, juxtaposés les uns aux autres, qui fragmentent l'idée d'une citoyenneté uniforme et l'idée d'une espace commun.

Créer LIA, c'est, vu de l'extérieur, donner une visibilité spatiale de la diversité, avec une autonomie, mais vu de l'intérieur, c'est-à-dire du point de vue de ceux qui ont demandé la création du quartier, c'est homogénéiser, c'est refonder l'Arménie, c'est mettre en jeu l'idée du retour. On a affaire ici à une idéologie très conservatrice, qui a une vision très particulière de l'identité arménienne. Elle réduit l'identité à l'Arménie même si tous les Arméniens ne viennent pas d'Arménie, loin de là.

L'expression de cette idéologie, qui se traduit dans la création de LIA repose sur deux figures : le haut-lieu, essentiellement religieux avec l'église centrale, et des frontières qui permettent de dessiner le fragment de la mosaïque. On réduit la communauté arménienne à un symbole, l'église, et à une frontière, le périmètre. En particulier, si on se place du côté de la frontière, on a un véritable dispositif spatial au sens de Foucault. On ordonne le temps et l'espace et on réduit la diversité

La création de LIA a été demandée par des commerçants. La demande vise à créer une désignation publique d'un quartier. Pour se faire, il a fallu passer par une pétition de 10 000 signatures. La pétition a circulé dans les réseaux arméniens. Toute la diaspora du monde aurait contribué à créer LIA même si officiellement, il fallait être résident.

Une fois l'accord obtenu, le premier acte de fondation a été de placer des panneaux, avec le nom du quartier, en tête le nom du représentant du district et le logo de la ville. L'examen de ces panneaux est très instructif. On marque l'espace, mais en gardant le poids de l'État qui chapeaute tout cela.

On a ensuite placé des panneaux un peu partout, pour marquer l'existence du quartier : par exemple sur l'autoroute, on a indiqué LIA prochaine sortie. On a aussi délimité l'espace par des panneaux pour indiquer l'église.

Les frontières sont clairement visibles et nettement définies. Il y a en quelque sorte privatisation de l'espace par le groupe ethnique.

Mais la clôture n'est pas qu'un instrument de marquage. C'est aussi un outil politique, un outil de propagande pour un parti conservateur, le Dachnak, qui défend l'idée d'une grande Arménie. C'est un combat : créer le plus grand LIA dans LA, c'est quasiment un processus de conquête, clairement exprimé en tant que tel par le parti en question.

De fait, le marquage se fait aussi par des panneaux qui reprennent les symboles de l'identité et de l'histoire arménienne, en particulier le monument de la première indépendance politique l'Arménie. Ces panneaux sont ceux portés par le parti

Eloïse 12/2/11 21:54

Supprimé: s

Eloïse 12/2/11 21:55

Supprimé: a

conservateur. Ce choix est une revendication politique, propre à la communauté, ou plus exactement à une partie de celle-ci.

D'autres stratégies de marquages sont enfin proposées : manifestation en rond, autour de LIA. On rejoue ici, de façon symbolique, avec un temps cyclique, le retour à la Grande Arménie, c'est-à-dire le retour à l'image mythifiée défendue par le parti conservateur. Le représentant du district est présent à chaque fois et donne la voix à une des représentations de la communauté au détriment d'autres. Il y a donc bien une association étroite du pouvoir politique municipal, qui appuie de fait la stratégie du parti conservateur.

L'homogénéité culturelle se double donc de la domination d'un groupe au sein des Arméniens : il favorise un récit à partir de LIA, qui reconstruit une histoire qui n'est pas partagée pas tous. Et le pouvoir municipal a un rôle très ambigu, au nom du laisser-faire qui donne en fait le pouvoir aux groupes conservateurs. La municipalité a fait le choix de favoriser la partie la plus conservatrice de la communauté.

Le problème de l'intervention de l'État.

Ne pas intervenir, c'est laisser-faire : c'est avant tout ordonner et contrôler, mais par un interventionnisme beaucoup plus subtil.

On a affaire ici à quelque chose qui relève du « dispositif de pouvoir sécuritaire » de Foucault : laisser-faire au nom d'une menace ou d'un ordre à mettre en place.

Le but de l'État, c'est de normaliser et de rendre viable la diversité. Créer l'image d'une ville multiculturelle pacifiée. C'est donc un laisser-faire interventionniste.

Le laisser-faire se décline en trois points :

- favoriser la création des quartiers ethniques
- financer une forme d'autonomie fiscale par les minorités
- donner l'image d'une ville multiculturelle (maire de LA, un mexicain élu en 2005 et qui a toujours voulu créer une coalition municipale multiculturelle).

Il existe une volonté de lutter contre la balkanisation de la ville, mais du coup, le choix est de laisser libre cours aux minorités pour créer des fragments. En arrière-plan, la municipalité contrôle qui crée quoi et comment.

Par exemple, la municipalité a accepté qu'on crée LIA, mais contre autre chose, en échange de quelque chose. Le représentant du district (Eric Garcetti) est par exemple allé en Arménie pour monter une coopération policière pour juger les criminels arméniens en fuite en Arménie. L'argument porte ici sur l'ordre et sur la rhétorique des gangs : on va chercher en Arménie des criminels en fuite. Entre parenthèses, le local amène au transnational.

Autre mesure : *business improvement district* (BID) : périmètre demandé par certains groupes de propriétaires et d'habitants. Il s'agit d'un périmètre d'intervention où les gens s'accordent pour payer des impôts supplémentaires afin de créer des services

supplémentaires. À LIA, on a créé un service de sécurité : la municipalité laisse faire au nom de l'ordre. Et le service de sécurité est chapeauté par le parti conservateur.

Dans ces conditions, la municipalité gagne en réalité un grand niveau de contrôle : toutes les actions du BID restent contrôlées par la municipalité. Les élites municipales et les élites immigrées se retrouvent sur la nécessité de contrôler l'espace : idéologie conservatrice arménienne rencontre l'idéologie sécuritaire. Ce faisant, on donne à nouveau du pouvoir à une partie d'une minorité. Il y a une connivence des élites qui est totalement affichée. On est loin de l'objectif du multiculturalisme et de l'idéal de liberté des individus.

Ce qui échappe à la discipline communautaire et à la sécurité étatique.

D'abord, les Arméniens sont libres d'aller habiter ailleurs qu'à LIA et il y a plusieurs autres lieux résidentiels répartis sur LA pour les Arméniens. LIA n'a pas une forte centralité : le premier argument pour aller habiter quelque part, c'est le foncier ou se sont les aménités. LIA est totalement débordé par d'autres espaces.

En outre, la communauté est très divisée. Il y a de vraies résistances et de nombreuses contestations à la main-mise des conservateurs sur l'identité arménienne. Il y a d'ailleurs des espaces de dialogue et de négociation qui naissent du conflit.

Enfin, les fragments se superposent aussi : les conflits contribuent à mettre en mouvement la mosaïque : photo de *Thai Town*, avec le drapeau arménien au dessus d'un magasin de sushis.

On peut alors substituer à la métaphore de la mosaïque celle du kaléidoscope.

Conclusion

Le multiculturalisme soulève plusieurs paradoxes :

- célébrer la diversité impose ou nécessite de limiter, de réduire l'espace par des frontières.
- le multiculturalisme cache des tentatives d'homogénéisation culturelle. Le consensus de l'ordre rejoint celui de l'homogénéisation. Il n'y a que 30% d'Arméniens à LIA. Les autres groupes ethniques ne sont plus représentés. On perd donc de la diversité.

Le multiculturalisme porte ainsi en lui les tentations du communautarisme, avec certes l'ouverture d'espaces de débat, mais aussi, au nom du laisser-faire, la fermeture. Le découpage réduit même la diversité du quartier. Les Arméniens ont été plus forts que les Salvadoriens, notamment à cause de leur poids et leur degré d'organisation politique. Pour autant, la situation n'est certainement pas figée.

Cynthia Ghorra-Gobin : Le récit des espaces publics dans la ville américaine : Las Vegas et Los Angeles

Comment définir aujourd'hui les espaces publics urbains (EPU) aux Etats-Unis ? La version européenne de la ville a insufflé aux espaces publics une forte dimension politique. Cette dimension politique ne se limite pas à l'État. Mais cette vision européenne n'est pas totalement partagée aux EUA.

Comment la notion d'espace public est-elle en train d'évoluer aux EUA, et en particulier à LA ?

L'avantage de LA, c'est qu'elle n'est pas issue de la colonisation européenne. Elle ne comporte donc pas les biais liés à notre vision de la ville européenne. Par exemple, les EPU à LA ne sont pas un indicateur de centralité : ils peuvent exister partout.

Pour les habitants de LA, il y a une très grande diversité des catégories d'EPU. Ce qui les définit avant tout, c'est leur fonction, ce à quoi ils servent.

C. Ghorra-Gobin a fait d'emblée le choix d'exclure les EPU appartenant à la proximité des espaces domestiques (nous aussi faisons cette distinction entre EPU et espaces domestiques) : par exemple, exclusion des *community gardens* : des espaces qui sont donnés à la collectivité par la municipalité.

Pour les habitants, deux critères définissent les EPU :

- statut de propriété
- fonction de l'EPU

On a alors deux types d'EPU : ceux qui relèvent du domaine public, accessibles et visibles de tous, et des espaces privés ouverts au public (EPOP).

1. Première catégorie : domaine public
 - o espaces de circulation (voirie/autoroutes)
 - o patrimoine historique (ex. pueblo)
 - o environnement naturel (*beach, forest, park, green open spaces*)
 - o revendications identitaires en dehors de l'enclave ethnique
2. Deuxième catégorie : *private spaces open to the public*
 - o univers ludique et touristique (*Entertainment*)
 - o univers commercial e ludique (*mall*)
 - o *indoor public space* (palace de luxe, Las Vegas, SF).

On remarque d'emblée que cette catégorisation diffère assez fortement de ce que l'on peut observer dans les villes européennes.

Deux grandes tendances marquent désormais l'évolution des EPU aux EUA :

- nouvelle conceptualisation de la sphère publique, des échelles d'intervention du public, des notions d'éthiques

- réintroduction des EPU dans l'aménagement urbain notamment dans le programme de re-centralisation allant dans le sens de la redécouverte et de la mise en scène de la diversité sociale et culturelle.

Par exemple, sur le premier point, aux EUA, voirie et autoroutes relèvent des autorités publiques. Très vite, les villes américaines vont réaliser qu'elles ont besoin d'autoroutes pour améliorer la circulation. Durant la 2^e GM, des plans autoroutiers sont lancés. Les villes font du lobbying auprès de l'État fédéral. En 1956, grand plan d'aménagement du territoire : l'État fédéral paie et finance une grande partie des réseaux autoroutiers au sein des villes. Mais ce réseau est de plus en plus saturé. Il y a à peu près quinze ans, dans le comté d'Orange, qui ne bénéficiait pas de la multiplicité des tronçons autoroutiers de LA. La question se pose : qui paie pour la construction ? L'État fédéral et l'État fédéré ont refusé de payer. On a donc fait appel au privé, qui accepte de financer avec la garantie des États. Toutefois, il rend les autoroutes payantes pour rentabiliser l'investissement. Le péage sur l'autoroute est une révolution car pour les Américains, une autoroute, c'est *free access*. Par parenthèses, les associations ont obtenu qu'une voie ne soit pas payant à condition qu'il y ait trois personnes dans la voiture. Dans ces conditions, on voit comment les EPU évoluent : le public travaille avec le secteur privé pour redéfinir la notion de *free way*.

Dans un autre registre, LA a connu des débats sur la préservation du patrimoine historique. Cas du bâtiment de la bibliothèque municipale, sur un terrain situé en plein centre. Comment financer la rénovation et la préservation du bâtiment historique ? On fait appel au privé. Des universitaires se sont penchés sur la question pour savoir comment on va financer tout cela. Qui doit payer ? Le contribuable ou l'utilisateur ? Au final, on a eu un partenariat public privé fondé sur la compensation. Mais du coup, ces pratiques recomposent les frontières du public et du privé et donc le sens des EPU.

Sur le second point, on réintroduit des EPU dans la politique de recentralisation de LA. Exemple d'une rue très utilisée par les Latinos. La notion de minorité dans les villes américaines est très associée à la religion. Or justement, la rue en question est associée à une église, Santa Viana. Le dimanche, les Latinos vont à l'église, puis se promènent dans la rue. Par parenthèse, c'est totalement atypique chez les Américains : on se promène rarement dans la rue. Bref, l'église devient trop petite, il faut donc en construire une autre. La communauté hispanique s'organise et se dote alors d'une cathédrale, tout en préservant l'ancienne église. Accessoirement, la construction de cette cathédrale montre une évolution plus large de LA car jusque dans les années 1960, c'est une ville WASP.

En définitive, la cathédrale fait partie de la recentralisation, qui passe par l'implantation de nombreuses infrastructures culturelles au centre. Elle est située sur un axe perpendiculaire à Grand Avenue. La municipalité a décidé de faire de cette avenue une sorte de Champs Élysées de LA. Elle veut aussi y implanter un parc. L'initiative des Latinos participe à cette démarche. Une hypothèse ici est que leur projet de cathédrale, qui peut paraître tourné uniquement vers la communauté Latins, soit en réalité pensé et porté par eux pour l'ensemble des habitants de LA. La question qui demeure est de savoir comment on finance les extensions (rue, parc, etc.) ? La municipalité ne peut plus financer la construction de ces espaces publics ou la gestion de ces espaces. Il faut donc reconceptualiser la sphère publique en repensant le rapport public et privé. La mise en scène de la diversité culturelle (ici, celle des Latinos) participe à cette reconceptualisation.

Conclusion

Deux grandes tendances : on reconceptualise les espaces publics urbains pour répondre à la demande sociale et pour répondre au défi de leur gestion. On redécouvre dans LA le rôle des espaces publics urbains.